

Unité Départementale des Vosges

Epinal, le 24/06/2025
Modifié le 11/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NORSKE SKOG

Route Jean Charles Pellerin
BP 109
CEDEX 88194
88190 Golbey

Références : S-25-703RP
Code AIOT : 0006202274

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2025 dans l'établissement NORSKE SKOG implanté Route Jean Charles Pellerin 88190 Golbey. L'inspection a été annoncée le 30/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a porté sur les conditions de déclaration des émissions polluantes via les applications GIDAF ou GEREP.

Le référentiel réglementaire utilisé pour le contrôle est constitué des textes suivants :

- l'Arrêté Ministériel du 31/01/2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets
- l'Arrêté Préfectoral du 28/06/2006 autorisant la société NSG à modifier ses installations et à augmenter la production de papier
- l'Arrêté Préfectoral du 30/11/2021 complétant l'arrêté préfectoral du 28/06/2006
- l'Arrêté Ministériel du 02/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORSKE SKOG
- Route Jean Charles Pellerin 88190 Golbey

- Code AIOT : 0006202274
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La papeterie NSG fabrique du papier journal à base de papier recyclé. Pour répondre à une partie de ses besoins en énergie, la papeterie a recours à une chaudière de co-incinération qui brûle du bois de catégorie B et des boues papetières (chaudière CH2). Les arrêtés applicables sont ceux du 28 septembre 2006 et le 10 octobre 2007. L'Arrêté Préfectoral du 30 novembre 2021 entre en vigueur dès le démarrage de production de papier pour ondulé (PPO) à partir de mai 2025

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Complétude de la déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
3	Surveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 15/05/2020, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 28/06/2006, article 4.2.2	Demande d'action corrective	6 mois
8	Bassin d'infiltration	Arrêté Préfectoral du 28/06/2006, article 4.4.1 ; 4.7.1 ; 8.2.4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation de la déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	Sans objet
4	Fréquence de l'autosurveillance (eau)	Arrêté Préfectoral du 15/05/2020, article 8	Sans objet
5	Transmission de l'autosurveillance et actions correctives	Arrêté Préfectoral du 15/05/2020, article 8	Sans objet
6	Contrôle de recalage	Arrêté Préfectoral du 15/05/2020, article 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Certaines incohérences ont été constatées dans la déclaration GEREP. Des dépassements de températures essentiellement en période estivale ont été relevés en 2024. L'observation de plastiques flottant à la surface du bassin d'infiltration interroge et nécessite de mener des

investigations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation de la déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
Thème(s) : Actions régionales, Déclaration GERE
Prescription contrôlée : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.
Constats : L'exploitant a initialisé sa déclaration le 13/01/2025. Il déclare réaliser cette déclaration tous les ans avant la date butoir. Le tableau de bord de la déclaration indique une dernière action du déclarant le 20/05/2025 correspondant à une modification dans l'onglet informations générales réalisée à la demande de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Complétude de la déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Actions régionales, Déclaration GERE
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d'" injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ; -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an ; -les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; -la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/ an pour les rejets en mer et 10 Mth/ an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ; -les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.

Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.

II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.

Cette déclaration comprend :

-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;

-la quantité par nature du déchet ;

-le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;

-le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.

[...]

Constats :

L'exploitant a déclaré les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans l'air et dans l'eau, les volumes d'eau consommée et prélevée, les volumes d'eau rejetée, les quantités de déchets dangereux générés et expédiés, les quantités de déchets non dangereux générés.

La déclaration 2024 a généré un nombre non négligeable d'alertes notamment sur le pavé "AIR", commentées de façon parfois succinctes par l'exploitant.

L'exploitant explique utiliser tous les résultats des mesures sur l'eau pour effectuer sa déclaration, et uniquement les mesures du contrôle trimestriel pour l'air, ce qui peut expliquer les fortes variations d'une année sur l'autre pour les émissions atmosphériques. Les modifications du cadre d'autosurveillance vont permettre de prendre en compte l'ensemble des mesures à compter du 28/05/2025.

Les vérifications effectuées sur les déchets montrent certaines incohérences, notamment en ce qui concernent les déchets classés 100116* et 100117, qui sont présents dans l'application ministérielle de traçabilité des déchets TRACKDECHETS et absent de la déclaration relative au registre des émissions et des transferts de polluants et déchets GEREPE en 2024.

L'exploitant précise qu'il y a pu y avoir un oubli, voire une erreur dans la classification des déchets dangereux/non dangereux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

De manière générale, il est demandé à l'exploitant de toujours commenter les remarques et anomalies avec attention et précision.

Il est demandé à l'exploitant de vérifier et de corriger sa déclaration, de préciser les erreurs éventuelles afin de mettre en cohérence les données issues de Trackdéchets, la déclaration GEREPE 2024, ainsi que le rapport d'information du public pour l'année 2024.

En outre, il est rappelé que les déchets non dangereux traités doivent être déclarés sans seuil : Il est demandé à l'exploitant de vérifier l'exhaustivité de sa déclaration concernant les déchets de papeterie, déchets de coupes et de scieries, et les résidus de bois.

Compte tenu des incohérences relevées, ces éléments seront précisées dans une note

récapitulative pour l'année 2024 et permettant de comprendre et visualiser les quantités réelles de déchets dangereux et non dangereux produites, admises, traitées et expédiées, en utilisant la liste de codification des déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Surveillance des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2020, article 8
Thème(s) : Actions régionales, Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La pollution déversée par l'ensemble des rejets de l'usine devra respecter les prescriptions de rejets suivantes :</p> <p>[...]</p> <p>III- La température des effluents sera inférieure à 30°C dans le cas général et à 35°C en cas de traitement anaérobie ou lorsque l'eau utilisée est déjà à plus de 25°C.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur l'année 2024, les résultats d'analyse d'autosurveillance des eaux superficielles sous l'application ministérielle relative à l'autosurveillance GIDAF, indiquent que 17% des valeurs de température sont supérieures à la VLE (valeurs limites d'émission) avec un maximum de 32.7°C en septembre.</p> <p>Les dépassements ont lieu majoritairement en période estivale (juin, juillet, août, septembre).</p> <p>Ce point a été soulevé en Commission de Suivi de Site par le collège "associations de protection de l'environnement" en raison de la présence de stations d'ombre commun en aval du rejet dans la Moselle.</p> <p>Les mesures et le point de rejet en Moselle sont déportés de plusieurs centaines de mètres.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En raison des dépassements récurrents de température de rejet et de la sensibilité du milieu récepteur, il est demandé à l'exploitant de mener sans attendre des investigations afin de connaître avec plus de précision la température des effluents au plus proche du rejet dans la Moselle.</p> <p>Cette étude comprenant une mesure en continue de la température sur le point de rejet en amont immédiat du rejet dans la Moselle doit permettre d'étudier une corrélation entre la mesure effectuée dans l'enceinte de l'établissement et la température au point de rejet en période estivale (juillet, août et septembre 2025).</p> <p>Cette étude portera sur l'analyse de la température en continue afin de prendre en compte les variabilités possibles de température sur 24h (pas de temps à adapter à celui de la mesure de température effectuée à la sortie de la station d'épuration pour pouvoir effectuer une corrélation)</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les résultats de ce suivi à la fin de la période estivale.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Fréquence de l'autosurveillance (eau)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2020, article 8						
Thème(s) : Actions régionales, rejets d'eaux résiduaires						
Prescription contrôlée : Le programme de surveillance des prélèvements/consommations et des rejets des eaux résiduaires est réalisé dans les conditions suivantes :						
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètre</th> <th>Code SANDRE</th> <th>Contrôle prélèvement 24h asservi au débit</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>[...]</td> <td>[...]</td> <td>[...]</td> </tr> </tbody> </table>	Paramètre	Code SANDRE	Contrôle prélèvement 24h asservi au débit	[...]	[...]	[...]
Paramètre	Code SANDRE	Contrôle prélèvement 24h asservi au débit				
[...]	[...]	[...]				
Constats : Il n'a pas été observé de décalage entre la prescription et la surveillance effectuée par l'exploitant.						
Type de suites proposées : Sans suite						

N° 5 : Transmission de l'autosurveillance et actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2020, article 8
Thème(s) : Actions régionales, Actions correctives
Prescription contrôlée : Article 8.3.1 Transmission de l'autosurveillance des effluents aqueux industriels L'exploitant transmet à l'inspecteur des installations classées, a minima, à fréquence mensuelle et au plus tard dix jours après la fin du mois concerné, les résultats de la surveillance des émissions telle que prévue à l'article 8.2.5, accompagnés de toute autre donnée complémentaire nécessaire au contrôle du respect des prescriptions de cet arrêté. Ces résultats seront accompagnés des productions mensuelles brutes et nettes de papier correspondantes et des valeurs de débits enregistrés. [...] Article 8.3.2 Transmission de la surveillance des effluents atmosphériques (AP du 28/06/2006 car non modifié par AP du 15/05/2020) La synthèse du suivi en continu des installations de combustion est transmise trimestriellement à l'inspection des installations classées accompagnée de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées.
Constats : L'exploitant transmet l'autosurveillance et indique les causes de dépassements constatés ainsi que les actions correctives.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2020, article 8
Thème(s) : Actions régionales, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Article 8.2.5 Au moins une fois par an, le bon fonctionnement du dispositif de prélèvement d'échantillons et du débit mètre sera confié à un organisme agréé par le Service de la police des eaux. Les analyses listées dans le tableau ci-dessous sont effectuées à la fréquence indiquée par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées. [...]
Constats : L'exploitant déclare effectuer la vérification du bon fonctionnement selon la fréquence indiquée. Pour ce faire, il réalise les prélèvements qui seront ensuite analysés en doublon par l'exploitant et par le laboratoire extérieur. En cas d'écart important entre la mesure effectuée par l'exploitant et celle effectuée par le laboratoire extérieur, une contre analyse est réalisée. La mesure déclarée dans l'application ministérielle relative à l'autosurveillance GIDAF est celle de l'exploitant. Il a ainsi pu être constaté une forte différence entre les résultats de l'analyse réalisé par le laboratoire extérieur (résultat du 05/05/2025) et ceux du laboratoire interne sur les MES (38 contre <10 mg/l) sans que cet écart soit formellement expliqué. L'inspection note que l'exploitant réalise un audit SRR (suivi régulier des rejets) avec l'Agence de l'Eau tous les 2 ans.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le contrôle de recalage vise à comparer les mesures d'autosurveillance réalisées en interne par l'exploitant avec celles effectuées par un laboratoire accrédité : Il ne concerne que les paramètres mesurés en interne. En revanche, si l'ensemble de la surveillance des émissions est confiée à un laboratoire agréé (pour le prélèvement et l'analyse), le contrôle de recalage ne s'applique pas. Dans le cas où l'exploitant externalise les mesures, il doit s'assurer que tous les intervenants de la chaîne analytique disposent d'un agrément ou d'une accréditation délivrée par le COFRAC (ou un organisme équivalent signataire des accords multilatéraux européens). En cas d'écart important persistant entre les mesures de l'exploitant et celles du laboratoire, il est demandé à l'exploitant de s'interroger et d'engager les actions correctives nécessaires.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 7 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2006, article 4.2.2
Thème(s) : Autre, Collecte des effluents liquides
Prescription contrôlée :

<p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (...) - les secteurs collectés et les réseaux associés, - les ouvrages de toutes sortes (...) - les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et des points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a été en mesure de fournir un plan des réseaux daté du 23/03/2020.</p> <p>Il explique rencontrer des difficultés dans la mise à jour de ce plan détaillé, et être en attente des plans de récolement des modifications de l'installation réalisées dans le cadre de l'autorisation environnementale du projet BOX (arrêté préfectoral du 30/11/2021).</p> <p>Le plan visualisé ne permet pas de couvrir l'ensemble de l'installation classée : sont par exemple absents la conduite de rejet dans la rivière Moselle et le bassin d'infiltration des eaux pluviales.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de tenir à jour un plan des réseaux.</p> <p>Cette mise à jour doit être réalisée de façon régulière avec les éléments en sa possession.</p> <p>Cette prescription peut nécessiter la définition d'une organisation interne afin par exemple de collecter dans un temps raisonnable les éléments dépendant des prestataires extérieurs (contrat pouvant par exemple prévoir des rendus provisoires et définitifs dans des formats compatibles avec les outils de l'exploitant), de programmer une mise à jour régulière combinant des plans de récolement et des plans provisoires (à défaut de plans définitifs au moment de la mise à jour), ou tout autre mesure garantissant une information complète et suffisante du fonctionnement des réseaux sur la totalité de l'emprise de l'installation classée.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'établir une prochaine version à jour du plan des réseaux dans les délais indiqués. Cette version devra couvrir la totalité de l'emprise de l'installation classée et faire apparaître les canalisations et les ouvrages en lien avec l'acceptation des eaux en provenance des sites PAVAFRANCE et GREEN VALLEY ENERGIE. Ce plan doit permettre de distinguer les différentes catégories d'effluents (eaux usées, eaux industrielles, eaux pluviales de voirie, de toiture...), les différentes zones de collectes et les différents exutoires associés (station d'épuration, bassin de confinement en amont de la STEP, bassin de confinement en amont du bassin d'infiltration...), ainsi que tous les ouvrages fonctionnels de l'installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 8 : Bassin d'infiltration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2006, article 4.4.1 ; 4.7.1 ; 8.2.4
Thème(s) : Autre, eaux pluviales non susceptibles d'être polluées
Prescription contrôlée :

Article 4.4.1 - Eaux pluviales non susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées sont collectées et s'infiltrant dans le bassin (70 000 m³) prévu à cet effet.

Le bassin sera équipé d'un dispositif de surverse vers le réseau communal.

Article 4.7.1 - Eaux collectées dans le bassin d'infiltration

Les eaux pluviales de voirie et les eaux pluviales de toiture seront collectées dans des réseaux réservés à cet effet. Elles ne pourront être rejetées au milieu naturel que si les rejets respectent les valeurs limites suivantes :

- pH : 5.5 à 8.5
- MES totales : 35 mg/l
- DCO : 125 mg/l
- DBO : 30 mg/l
- Hydrocarbures totaux : 5 mg/l
- Température : 30°C

Article 8.2.4 - Surveillance des eaux pluviales

Les eaux pluviales déversées dans le bassin d'infiltration feront l'objet d'une surveillance en continu portant au minimum sur les paramètres pH, température, débit et conductivité.

Constats :

Les eaux dirigées vers le bassin d'infiltration se rejoignent dans un ouvrage équipé d'une vanne et d'une surveillance en continu (pH, conductivité, température). Il n'a pas été possible de vérifier la provenance des eaux sur un plan.

L'exploitant précise une absence de dégrilleur et de prétraitement des eaux. Le débit est obtenu à partir de la mesure en continu d'un capteur de niveau sur une plaque en V en aval de l'ouvrage.

L'exploitant déclare que le fonctionnement de la vanne d'isolement est réglée de façon automatique sur la mesure du pH et que cette vanne peut également être manœuvrée en automatique depuis la salle de contrôle par l'opérateur sur demande en cas d'incendie ou d'incident, ce qui a pu être le cas pendant les travaux récents. En cas de fermeture de la vanne, les eaux pluviales sont dirigées vers un bassin d'orage (contenance non spécifiée). Ces eaux ne peuvent plus repartir ensuite vers le regard du pluvial puis vers le bassin d'infiltration. Elles doivent être traitées sur la STEP (si elles peuvent y être acceptées).

Le bassin d'infiltration est situé à l'extérieur dans une enclave de l'installation classée à proximité de l'aire d'accueil des gens du voyage. La visite de cet ouvrage a été annoncée quelques jours avant la visite et a nécessité de la part de l'exploitant un important débroussaillage d'un chemin qui, selon l'exploitant, est communal et qui est jonché de déchets et encombrants abandonnés vraisemblablement depuis longtemps. Malgré ces travaux, l'accès au bassin d'infiltration a été difficile et n'a pas permis de visualiser le rejet des eaux pluviales (visibles le jour de la visite en amont depuis l'ouvrage sus-mentionné), ni l'ouvrage de surverse dans le réseau communal.

Bien que difficilement accessible, le bassin d'infiltration n'est pas clôturé. L'exploitant explique avoir subi à deux reprises le vol de la clôture, qui n'a pas pu intervenir récemment au regard du développement de la végétation. L'exploitant indique : « En ce qui concerne la clôture grillagée autour du bassin, en effet celle-ci a été volée à chaque fois. Nous n'avions donc pas prévu de la remplacer de nouveau ».

Au moment de la visite, des débris de plastiques sont visibles à la surface du bassin d'infiltration. L'exploitant fait remarquer qu'il y a des déchets stockés à proximité du bassin et que ces déchets n'étaient pas du fait de NSG : l'exploitant ne peut attesté avec certitude la provenance des débris de plastiques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu de ce constat, il est demandé à l'exploitant de fournir sous un délai de 1 mois un schéma de fonctionnement des réseaux afin de se rendre compte des surfaces pouvant être collectées et dirigées vers le bassin d'infiltration. Ce schéma, de forme simplifiée, peut être réalisé à la main sans les obstacles soulevés par l'élaboration du plan tel que mentionné dans le constat n°7.

Il est également demandé à l'exploitant de fournir :

- les données relatives à la surveillance en continu (débit, pH, température, conductivité) sur l'année 2024 ;
- les données relatives au fonctionnement de la vanne d'isolement (date, heure, durée de fermeture, origine du déclenchement) et le devenir des eaux confinées (avec les mesures associées) pour l'année 2024 ;

Il est demandé à l'exploitant de continuer à dégager la végétation afin de pouvoir accéder et pouvoir inspecter les ouvrages du bassin d'infiltration (arrivée dans le bassin et ouvrage de surverse) ;

En application de l'article 2.9 de l'arrêté préfectoral du 28/06/2006, il est demandé à l'exploitant de procéder à, au minimum, une analyse d'eau et à une analyse des sédiments du bassin d'infiltration, les prélèvements devant être réalisés à proximité du point d'arrivée des eaux dans le bassin d'infiltration. Les paramètres à analyser seront ceux précisés à l'article 4.7.2 de l'arrêté préfectoral du 30/11/2021, ainsi que l'ensemble des 28 paramètres de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 (PFAS) ;

Il est demandé à l'exploitant de préciser autant que possible le fonctionnement de la surverse vers le réseau communal par une estimation des fréquences de déversement et des volumes sortants, si possible de façon rétroactive sur l'année 2024, à défaut sur les prochains événements pluvieux.

Les éléments demandés ci-dessus ont pour but de dresser un diagnostic plus précis de la situation et constituent les premières investigations à mener : d'autres mesures pourront être prescrites en fonction des résultats et éléments relevés.

Il est rappelé à l'exploitant l'article 2.7 de l'arrêté préfectoral du 28/06/2026 : "l'ensemble du site doit être maintenu propre ; les bâtiments et installations entretenus en permanence ; les abords de l'établissement placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté."

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois